

*Entretien avec Viktor Khrapounov**

LE KAZAKHSTAN : UN FIEF FEODAL ?

*Cet entretien a été conduit
par Galia Ackerman***

Le Kazakhstan joue un rôle de premier plan en Asie centrale et dans tout l'espace post-soviétique. Cet État gigantesque — il occupe le neuvième rang mondial en termes de superficie — ne compte que 16 millions d'habitants. Mais il possède d'immenses richesses en hydrocarbures et en métaux non-ferreux (1), une industrie d'extraction et de transformation développée et une agriculture assez remarquable. Le pays, devenu indépendant à la suite de l'effondrement de l'URSS en 1991, est dirigé depuis plus de vingt ans par le même homme : Noursoultan Nazarbaev. Ancien premier secrétaire du parti communiste kazakhstanais (1989-1991), celui qui a été élu président pour la première fois en 1990 a instauré un régime autoritaire qui n'a cessé de se durcir au fil des années.

Les personnalités politiques ayant prétendu à un rôle politique important ont été systématiquement limogées et expulsées — comme l'ancien premier ministre Akejan Kajegueldine (en poste de 1994 à 1997) —, quand elles n'ont pas été exécutées, sans doute par les services secrets, comme Altynbek Sarsenbaev, ancien secrétaire du Conseil de sécurité passé dans l'opposition (2), ou Zamanbek Nourkadilov, ancien député et ministre, qui fut l'un des premiers à dénoncer de nombreux crimes et abus de l'administration et du président en personne (3).

* Homme politique kazakhstanais. Ancien maire d'Almaty (1997-2004), ministre de l'Énergie (1995-1997), gouverneur de la Province de l'Est (2004-2007) et ministre des Situations d'urgence (2007).

** Journaliste et essayiste. Spécialiste du monde russe et post-soviétique, Auteur, entre autres publications, de : *Tchernobyl. Retour sur un désastre*, Folio Gallimard, 2007 ; *Le Roman du Juif universel* (avec André Glucksmann et Elena Bonner), Éditions du Rocher, 2011.

Selon diverses ONG internationales, comme Freedom House ou Reporters sans frontières, le Kazakhstan est l'un des pays les moins bien classés du monde en matière de liberté des médias (4). L'unique chaîne de télévision indépendante, « K+ », ne peut être vue que sur Internet ou via des antennes spéciales, très onéreuses. Les autorités bloquent systématiquement les sites Internet de l'opposition, et la législation sur le fonctionnement des médias est particulièrement répressive. De toute façon, plus de la moitié des Kazakhs n'ont pas accès à Internet et la grande majorité de ceux qui peuvent se connecter ne disposent pas du haut débit.

Malgré les richesses colossales que renferme le sous-sol, la population du Kazakhstan vit mal. 40 % des foyers ne gagnent pas plus de 400 dollars par mois. La moitié de ces familles mal loties se contentent même de moins de 200 dollars par mois. Dans ce pays où presque tous les produits de consommation courante sont importés et où, corruption oblige, il faut payer pour des services censés être gratuits, comme les soins médicaux et l'éducation des enfants, de tels revenus sont synonymes de pauvreté.

En revanche, le train de vie du président et de son entourage peut être qualifié de royal. Selon plusieurs sources, les avoirs du clan s'élèveraient à 30 milliards de dollars (5). Le gendre de Nazarbaev, Timour Koulibaev, a acheté en 2007 la propriété familiale du prince Andrew, à Berkshire, pour 15 millions de livres. Son épouse Dinara (la fille du chef de l'État), dont Forbes évalue le capital à 2,1 milliards de dollars, a acheté, en 2009, une demeure située au bord du lac Léman pour 74,7 millions de francs suisses, un record historique dans le domaine de l'immobilier genevois.

Comment le numéro 1 kazakhstanaï et ses proches ont-ils accumulé de telles fortunes ? Comment le pays qui semblait au début des années 1990 s'engager sur la voie de la démocratisation s'est-il transformé en une dictature ? Comment l'opposition a-t-elle fini par être évincée du champ politique ? Viktor Khrapounov, ancien dirigeant kazakhstanaï de haut niveau, nous livre ses réponses dans cet entretien exclusif.

Né en 1948, M. Khrapounov a effectué à l'époque soviétique une brillante carrière dans l'industrie et l'administration. Après l'accession du Kazakhstan à l'indépendance en 1991, il a rapidement intégré les plus hautes sphères de l'État. Maire d'Almaty (la plus grande ville du pays), ministre des Mines et de l'Énergie, gouverneur de la Région de l'Est, ministre des Situations d'urgence, il a appartenu, pendant dix-sept ans, à l'échelon supérieur de la nomenklatura nationale. C'est à ce titre qu'il a pu observer, de l'intérieur, la graduelle transformation de son pays.

Forcé à l'exil depuis la fin 2007 et persécuté par la justice de son pays pour « fraude », comme tant d'autres hommes d'opposition kazakhs (6), Viktor Khrapounov brosse ici un tableau saisissant d'un pays livré aux appétits et à la soif de pouvoir absolu de son leader.

G. A.

Galia Ackerman — *En tant que député du Soviet suprême à la fin de l'époque soviétique, vous étiez aux premières loges lors de l'ascension de Noursoultan Nazarbaev, l'actuel président du Kazakhstan. Pouvez-vous nous expliquer comment cet ancien apparatchik communiste est devenu le maître incontesté du pays ?*

Viktor Khrapounov — L'ascension de Nazarbaev a été absolument fulgurante. En 1977, à 37 ans, il était le secrétaire de la cellule du parti communiste implantée au sein du combinat métallurgique de la ville de Karaganda — le Karmetcombinat, deuxième combinat de la république socialiste soviétique du Kazakhstan après celui de Magnitogorsk. Il n'avait, a priori, aucune chance de connaître une promotion rapide. Mais une occasion unique s'est présentée à lui. Un journaliste influent, Mikhaïl Poltoranine (qui allait lui aussi effectuer une grande carrière puisqu'il a fini par devenir ministre de la Presse en Russie (7)), a écrit un article extrêmement critique sur les dysfonctionnements et la faible rentabilité du Karmetcombinat. Il déplorait notamment l'obsolescence des équipements et le fait que l'usine était approvisionnée en minerai depuis Krivoï Rog, en Ukraine, à des milliers de kilomètres de là. Poltoranine n'a pas voulu signer cet article de son nom : il craignait de susciter la colère de Brejnev. Mais la direction régionale du parti, elle, souhaitait que la situation du Karmetcombinat évolue. Pour cela, il fallait que l'article paraisse. On a donc proposé à Poltoranine de faire signer le papier du nom de Nazarbaev : à son niveau, celui-ci ne risquait pas grand-chose. Nazarbaev a accepté et l'article fut publié dans la Pravda. De façon inattendue, Brejnev eut une réaction très positive : après avoir lu le journal, il a appelé le premier secrétaire du PC du Kazakhstan, Dinmoukhamed Kounaev, et lui a recommandé de donner de l'avancement à l'auteur, un jeune homme si intelligent et compétent ! Kounaev a immédiatement promu Nazarbaev au poste de deuxième secrétaire du PC de la région de Karaganda, et une nouvelle promotion a rapidement suivi : en 1979, Nazarbaev est

devenu secrétaire du Comité central du PC du Kazakhstan, en charge de l'industrie. Et c'est tout logiquement qu'en 1984, sous Andropov, il a été nommé premier ministre du Kazakhstan.

G. A. — *Il n'entendait pas se contenter de ce poste...*

V. K. — Effectivement. Lorsque Mikhaïl Gorbatchev a accédé au pouvoir suprême, en 1985, il a rapidement décidé de se débarrasser de Kounaev qui, tel un Brejnev local, avait occupé son poste pendant 22 ans mais qui jouissait d'une grande autorité dans la République. Et dans la meilleure tradition soviétique, il a proposé à Nazarbaev de soumettre Kounaev à une critique publique afin que ce dernier soit démis de ses fonctions au XVI^e Congrès du PC du Kazakhstan, en 1986. Nazarbaev s'est exécuté. Sans états d'âme, il a prononcé devant le Congrès un discours dévastateur contre celui à qui il devait toute sa carrière. Dans un premier temps, ce stratagème a échoué : malgré la diatribe de Nazarbaev, les apparatchiks fidèles à Kounaev ont voté en faveur de sa réélection. Mais quelques mois plus tard, sous la pression de Moscou, Kounaev fut obligé de démissionner. Nazarbaev espérait hériter de son poste. Mais il allait être déçu : en décembre 1986, Gorbatchev a décidé de nommer à la tête du Kazakhstan un haut fonctionnaire russe, Guennadi Kolbine — ce qui a d'ailleurs provoqué les premières émeutes de l'époque de la perestroïka. La jeunesse estudiantine exigeait un premier secrétaire d'origine locale, et non pas un émissaire de Moscou.

G. A. — *Comment Nazarbaev a-t-il réagi ?*

V. K. — Il a avancé ses pions en coulisses. Pendant plusieurs années, il a insisté auprès de Gorbatchev pour que Kolbine soit muté ailleurs. Je le tiens de Mikhaïl Gorbatchev en personne. Finalement, Gorbatchev a nommé Kolbine à un autre poste. Et nous voilà en 1990, au XVII^e Congrès du PC du Kazakhstan. Nous devons élire notre nouveau chef (à l'époque, j'étais membre du Comité Central). Nazarbaev, avec son indéniable charisme, a bien senti l'air du temps : il se prononçait résolument pour les réformes démocratiques. Et puis il était déjà, depuis six ans, premier ministre : il connaissait tous les aspects de l'économie de la république. Il a donc été élu premier secrétaire du parti communiste kazakhstanais. Un an plus tard, comme dans presque toutes les républiques, on a introduit au Kazakhstan le poste de président de la République, dont le titulaire devait être choisi par le Parlement kazakhstanais. Et c'est tout naturellement que Nazarbaev a été élu ce poste.

G. A. — *Que s'est-il passé après l'éclatement de l'URSS ?*

V. K. — L'indépendance du Kazakhstan fut proclamée le 16 décembre 1991. Dès lors, il fallait de nouveau élire un président. Mais, cette fois, au suffrage universel. Nazarbaev incarnait l'espoir de beaucoup de gens, surtout des jeunes. Il multipliait les discours tonitruants contre la direction soviétique et contre la gérontocratie qui prévalait au sein de la direction du parti, il dénonçait la stagnation et le système du parti unique, il promettait un développement démocratique rapide, et ainsi de suite. Sur la crête de cette vague démocratique, il a été élu président du Kazakhstan indépendant.

G. A. — *Comment a-t-il commencé à renforcer son pouvoir personnel ?*

V. K. — Sa première démarche en ce sens a été très simple : il a fait modifier la Constitution de la République du Kazakhstan qui avait été adoptée en 1993. Les premiers amendements furent apportés dès 1995 par référendum. La Constitution d'origine stipulait que le président ne pouvait effectuer plus de deux mandats. Cet article fut aboli. Dans le même temps, Nazarbaev a nommé ses proches aux postes clés de l'État. Si bien qu'il a fini par contrôler tous les principaux leviers du pouvoir. Aujourd'hui, c'est le président qui nomme les chefs de toutes les structures de force (armée, police, services de sécurité, etc.), ainsi que le Procureur général, le président de la Cour suprême et les juges de tous niveaux. Les tribunaux ont perdu leur indépendance car tous les juges dépendent du président. Il n'y a plus de Cour constitutionnelle. Elle a été remplacée par un Conseil constitutionnel que dirige un président et deux vice-présidents. Et, évidemment, c'est le chef de l'État qui les nomme tous les trois. Ce n'est pas tout : le président choisit aussi le premier ministre, avec l'accord du Parlement. Sans oublier tous les ministres, tous les gouverneurs et tous les maires qui sont nommés par des décrets présidentiels !

G. A. — *Toutes ces mesures datent-elles des amendements constitutionnels de 1995 ?*

V. K. — Dans les années suivantes, la Constitution a encore été modifiée à plusieurs reprises dans un sens favorable aux intérêts de Nazarbaev, mais ces amendements étaient moins radicaux que ceux de 1995. Par exemple, lorsque l'âge du président s'est approché de 65 ans, on a supprimé l'article de la Constitution qui disposait que le chef de l'État ne pouvait être âgé de plus de 65 ans au moment de son élection ou de sa réélection. Comme Nazarbaev

craignait la concurrence des jeunes, on a également élevé l'âge minimum des candidats à la fonction présidentielle, qui est passé de 35 ans à 40.

Au fond, la Constitution a été réécrite chaque fois que la pérennité du pouvoir de Nazarbaev semblait menacée. C'est ainsi qu'en 2010 a été adoptée la « Loi sur le premier président et sur le Leader de la nation ». Nazarbaev s'est arrogé le titre de « Leader de la nation » à vie, à l'instar d'un ayatollah Khamenei en Iran ou d'un Mouammar Kadhafi en Libye. Le Leader possède un pouvoir pratiquement infini : si un autre président est élu un jour, il ne sera qu'une marionnette de Nazarbaev. Dans le même temps, pour boucler la boucle et pour éviter tout développement non souhaitable, on a adopté une loi en vertu de laquelle le président suivant ne pourra effectuer plus de deux mandats — alors que, comme je l'ai dit, le nombre de mandats du premier président, à savoir Nazarbaev, est illimité. D'ailleurs, son statut de Leader de la nation garantit qu'il exercera la réalité du pouvoir jusqu'à la fin de ses jours.

G. A. — *Vous décrivez un système parfaitement verrouillé. Mais dans ce cas, pourquoi Nazarbaev a-t-il décidé d'organiser une élection présidentielle anticipée en avril 2011 ?*

V. K. — L'élection était prévue pour la fin 2012 ou le début 2013. D'ici là, l'opposition aurait pu se préparer et désigner un candidat digne, crédible, susceptible de mobiliser la population (8). C'est pourquoi le recteur de l'Université technique du Kazakhstan-Est, Nourlan Temirbekov, qui a toujours rempli des missions « délicates » — je le connais bien —, a proposé publiquement d'organiser un référendum pour prolonger le mandat présidentiel jusqu'à 2020, sans élections. La loi sur l'organisation du référendum fut adoptée par le Parlement... mais c'est à ce moment-là qu'a commencé le Printemps arabe en Afrique du Nord puis au Proche-Orient. Washington a averti le Kazakhstan que la tenue de ce référendum signifierait un recul de la démocratie. Nazarbaev fit immédiatement marche arrière : il n'a pas signé la loi sur le référendum et l'a envoyée devant le Conseil constitutionnel, lequel a déclaré qu'un tel référendum « léserait les droits des électeurs ». Le président s'est alors adressé aux parlementaires. Il leur a expliqué que la tenue du référendum aurait provoqué une réaction négative de la communauté internationale. C'est pourquoi la seule chose qu'il pouvait leur promettre, c'est la tenue d'une élection présidentielle anticipée. Bien entendu, ce n'était qu'une ruse visant à prendre l'opposition de court. La loi sur l'élection anticipée fut

adoptée, le scrutin eut lieu en avril 2011 et Nazarbaev — quelle surprise ! — a obtenu près 95,5 % des voix dès le premier tour. Bien sûr, formellement, trois autres candidats se sont présentés, mais c'étaient des marionnettes dociles comme des agneaux. L'un d'eux, Mels Eleousizov, est allé jusqu'à reconnaître publiquement qu'il avait voté pour Nazarbaev (9)

G. A. — *Mais puisque 90 % des citoyens ont voté pour Nazarbaev, c'est bien qu'il jouit d'une réelle popularité ! Ou bien les résultats ont-ils été grossièrement truqués ?*

V. K. — Je peux affirmer avec certitude que ces chiffres sont très éloignés des résultats réels. Selon les observateurs indépendants qui ont pu exprimer leur opinion sur la chaîne de télévision K+ et dans d'autres médias d'opposition, le peuple n'a pas voté pour Nazarbaev aussi unanimement que c'était d'usage à l'époque communiste (10)

G. A. — *Vous avez été le maire d'Almaty entre 1997 et 2004. Vous connaissez donc bien les divers mécanismes électoraux en vigueur au Kazakhstan. À part le bourrage des urnes, quelles sont, selon vous, les techniques que le pouvoir utilise pour s'assurer les résultats souhaités ?*

V. K. — À Almaty, je gérais la situation de la façon suivante : chaque circonscription avait un responsable, lequel nommait des personnes chargées de chaque immeuble. Ces émissaires connaissaient personnellement chaque habitant et savaient très bien de quoi chacun avait besoin : on offrait des produits alimentaires aux uns, on aidait les autres à régler tel ou tel problème administratif, etc. Les gens étaient reconnaissants, ils se déplaçaient pour voter et apportaient généralement leur voix aux candidats du pouvoir. Nous savions également qui étaient les adversaires convaincus de Nazarbaev, et nous n'essayions même pas de faire pression sur eux. De toute façon, ils étaient très minoritaires. Mais je crois que, depuis 2004, la situation s'est largement détériorée : les tendances clairement autoritaires du pouvoir irritent un nombre croissant de citoyens. Le régime doit donc avoir recours à des falsifications importantes pour obtenir de « beaux » résultats.

G. A. — *Passons maintenant au volet économique. On sait peu, en Occident, comment se sont passées les privatisations au Kazakhstan. Pourtant, cette histoire mérite d'être racontée...*

V. K. — Aujourd'hui, il est d'usage d'affirmer qu'après l'éclatement de l'URSS toute l'économie du Kazakhstan est entrée dans

une crise profonde : les entreprises et l'agriculture ne fonctionnaient plus, les étalages des commerces étaient vides, etc. Or, fort de ma longue expérience d'homme d'État, je suis en mesure d'affirmer que la direction du pays a volontairement pris des mesures visant à dévaloriser les actifs industriels et agricoles du Kazakhstan afin de s'en emparer par la suite à peu de frais.

G. A. — *Pouvez-vous donner des exemples de ce que vous avancez ?*

V. K. — Bien sûr. Il y avait un gros complexe industriel qui s'appelait Djezkazgantsvetmet, ce qui signifie « métaux précieux de Djezkazgan ». Ce complexe produisait du cuivre d'excellente qualité et sa production était très demandée. Pourquoi sa direction s'est-elle révélée incapable de continuer à honorer les contrats existants et d'en rechercher d'autres, de vendre sa production et d'assurer ainsi le bon fonctionnement de l'entreprise ? Une autre entreprise, Balkhachmed, « le cuivre de Balkhach », qui fonctionnait bien à l'époque soviétique, a brutalement cessé de produire. Ses dirigeants furent licenciés et certains ont même connu la prison. Là aussi, on peut se demander pourquoi. De tels exemples sont nombreux. Bien entendu, les privatisations de ces deux groupes — et celles de tous les autres — étaient indispensables, car il fallait trouver de l'argent pour financer le fonctionnement de l'État. Le problème, je le répète, c'est que les prix de vente de tous ces fleurons industriels ont été fixés au plus bas.

Tout cela s'est produit au début des années 1990. Nazarbaev avait encore l'image d'un leader démocratique et charismatique. À l'époque, il entretenait des liens très étroits avec Roh Tae-woo, le président sud-coréen. Il citait régulièrement en exemple le miracle sud-coréen. À l'entendre, le modèle de cet État nous convenait parfaitement. Et voilà qu'un Chinois d'origine sud-coréenne, le docteur Chan Young Bang, est devenu le conseiller économique de Nazarbaev, en charge d'élaborer les schémas de la privatisation. Le projet annoncé par le président était magnifique : chaque citoyen allait obtenir sa part des richesses nationales du pays, selon le principe de la justice sociale. Le docteur Bang a inventé les « PIK » : les bons de privatisation et d'investissement. Conformément aux principes de la justice sociale, chaque citoyen du Kazakhstan, en fonction de sa « contribution à l'économie du pays » (une notion prenant en compte l'ancienneté et d'autres critères d'évaluation), était censé obtenir un bon lui donnant le droit de devenir propriétaire d'une partie d'une entreprise industrielle ou agricole. Ces bons furent distribués aux habitants. Pour éviter

qu'ils ne tombent entre de mauvaises mains, le chef de l'État a donné l'ordre de créer des fonds d'investissement spéciaux. Ces organismes collectaient les PIK, promettant à leurs propriétaires de les faire fructifier. Il y a même eu de la concurrence entre les fonds d'investissement pour recueillir le plus grand nombre de PIK possible. Les Kazakhstaniens ont cru qu'ils allaient réellement gagner de l'argent. Et puis, soudain, les directeurs de ces fonds ont commencé à avoir des soucis judiciaires. Certains sont allés en prison pour des «abus». Et, finalement, tous ces établissements ont été fermés. Et on n'a plus jamais entendu parler de «privatisation socialement juste»... Personne n'est devenu propriétaire de sa part : tout cela fut «partagé» entre le président et son proche entourage. Ainsi, la création des conditions de départ égalitaires lors du passage vers l'économie de marché était d'emblée compromise.

G. A. — *Qu'est-il arrivé aux PIK ? Ont-ils tout simplement disparu ?*

V. K. — Exactement. Moi-même, je possédais des PIK, mais je n'ai rien obtenu — pas la moindre action d'une entreprise quelconque, pas le plus petit bout d'un oléoduc, pas un seul centime. Une fois les PIK volatilisés, une nouvelle page s'est ouverte : on pourrait qualifier cette phase de «privatisation familiale». La famille du président a décidé de s'emparer de la métallurgie non-ferreuse du Kazakhstan (qui comportait des fleurons comme le Djezkazgantsvetmet, le combinat de plomb et de zinc de Balkhachmed ou encore celui de titane et de magnésium d'Oust-Kaménogorsk) mais, aussi, de l'usine des ferro-alliages d'Ermakov (la deuxième au monde après une usine sud-africaine), des usines métallurgiques, le Karmetkombinat et d'autres encore. Elle avait également des vues sur le secteur pétrolier et gazier. Le président a tout fait pour que ses proches obtiennent le contrôle de ces gigantesques richesses.

G. A. — *Qu'a-t-il fait exactement ?*

V. K. — Nazarbaev avait dans son entourage un financier de haute volée, un parent de son épouse, Syzdyk Abichev (11). Il a créé une société, Kazakhintorg (Commerce extérieur du Kazakhstan), dotée de filiales en Allemagne et dans d'autres pays européens. Via ces filiales, il a commencé à vendre la production des grands complexes industriels à l'étranger : il l'achetait à bas prix aux entreprises — qui manquaient de cadres compétents pour se débrouiller elles-mêmes dans le vaste monde — et la revendait en Occident au

prix du marché international. La différence allait dans les poches du président et de sa famille. C'est ainsi que fut accumulé le capital de départ qui a, par la suite, permis à l'entourage de Nazarbaev de racheter pratiquement toute l'industrie du pays.

G. A. — *Vous affirmez donc que c'est l'entourage du président qui a racheté les fleurons de l'industrie kazakhe...*

V. K. — C'est le président lui-même, sa famille ou des personnes de confiance. Je vais le démontrer à partir d'un exemple concret. L'industrie des métaux non-ferreux était une branche très développée au Kazakhstan à l'époque soviétique. Le combinat des métaux non-ferreux d'Oust-Kamenogorsk était le leader dans ce domaine en URSS. Le zinc, l'or et le cuivre en provenance de ce combinat étaient reconnus comme des étalons à la bourse de Londres. Pour s'emparer de cette industrie — ce combinat, mais aussi les usines et les mines de Zyrianovsk, Leninogorsk, Beloïssovka, Berezovka, en un mot, tout ce qui fonctionnait dans l'industrie des métaux non-ferreux —, le président l'a vendue pour des clopinettes, par l'intermédiaire d'Abichev et d'autres hommes de paille, à Glencore, une compagnie de courtage et de négoce de matières premières basée en Suisse (12).

G. A. — *En quoi consistait l'intérêt du président ?*

V. K. — Il a, certes, vendu toutes ces entreprises à Glencore à un prix très bas, mais il s'est réservé des parts à titre de « commission » ou de « participation ».

G. A. — *Le président est-il autorisé à détenir des parts dans de telles compagnies ?*

V. K. — Pas de façon légale, mais via des hommes de paille. C'est une technique bien rodée. J'étais présent lors d'une réunion entre des représentants de Glencore et le chef de l'État, en 2005. À l'époque, j'étais le gouverneur du Kazakhstan de l'Est. Nazarbaev aimait s'y reposer, prendre des bains de jouvence. Le président de Glencore est arrivé, et ils ont discuté de leurs relations dans les moindres détails.

G. A. — *Djezkazgantsvetmet et Balkhachmed, ces fleurons dont vous avez parlé, ont-ils, eux aussi, été vendus à Glencore ?*

V. K. — Non, pour une raison simple : on ne met pas tous ses œufs dans le même panier. Le président a créé une société, Kazakhmys, et a placé à sa tête son homme de confiance, Vladimir Kim, qui travaillait auparavant au sein de l'exécutif d'Almaty (13).

Kazakhmys s'est emparé de Djezkazgantsvetmet et Balkhachmed au moment de leur privatisation. C'est ainsi que, *de facto*, ces géants industriels sont devenus la propriété de la famille.

Ce n'est pas tout. Une autre société a fait son apparition sur le marché du Kazakhstan : Japan Chrome. Elle souhaitait racheter des entreprises dans le secteur des métaux non-ferreux. Son représentant s'est rendu au forum des investisseurs étrangers et a même parlé à la télévision nationale. C'était un type qui ressemblait à un Japonais et qui parlait japonais. Mais lorsque l'ambassadeur du Japon a publiquement déclaré qu'une telle société n'existait pas dans son pays, il y a eu un scandale et on n'a plus jamais entendu parler de Japan Chrome. Après ce fiasco, le président a eu recours à l'Association industrielle eurasienne, qui s'est emparée de l'usine des ferro-alliages d'Ermak, de la centrale électrique d'Ermak, ainsi que des mines de charbon « Vostotchny » et « Bogatyr » qui produisaient 18 millions de tonnes de charbon par an.

G. A. — *Qu'est-ce que cette Association ?*

V. K. — Il s'agit d'un groupe d'hommes d'affaires. Disons que ce sont des oligarques kazakhstaniens qui partagent leurs actifs et leurs bénéfices avec le président. Il s'agit en premier lieu de Patokh Chadiev, d'Alijan Ibrahimov et d'Alexandre Machkevitch (14). Je le répète : le schéma est simple. On déprécie les actifs des sociétés à grand potentiel industriel, on nomme à leur tête des hommes de confiance, puis on les privatise de sorte qu'elles tombent sous le contrôle de la famille du président.

G. A. — *Vous avez également parlé du secteur pétrolier et gazier..*

V. K. — Les mêmes schémas s'y appliquent. C'est ainsi qu'a été créée la société KazMounaïgaz, qui s'est emparée de la quasi-totalité du secteur pétrolier et gazier. C'est gendre du président, Timour Koulibaev, qui en est le vrai maître (15). Et puis, il ne faut pas oublier la sidérurgie. Le fleuron de cette industrie, le Karmetkombinat, a été vendu à Mittal ; mais il est de notoriété publique que le président possède une partie non négligeable de ses actifs, via des hommes de paille.

G. A. — *Vous avez été ministre de l'Énergie en 1995-1997. Comment les privatisations ont-elles été gérées dans ce secteur ?*

V. K. — J'ai déjà indiqué que la centrale électrique d'Ermak (la ville a été rebaptisée et s'appelle désormais Aksou), qui a une puissance de 2,7 megawatts, a été « vendue » à la Corporation eurasienne (ENRS). Celle de Karaganda-1 a été cédée à Kazakhmys et

celle de Karaganda-2, d'une puissance de 400 mégawatts, à Mittal. Dans ces trois cas, ce furent des privatisations au rabais ; mais dans d'autres cas, on a simplement « alloué » telle centrale à telle société. Par exemple, la centrale hydroélectrique de Boukhtarma, sur l'Irtych, a été transmise à la société Kaztsink (« zinc du Kazakhstan ») pour approvisionner cette compagnie en énergie bon marché. La centrale hydroélectrique de Djezkazgan a été offerte à Kazakhmys. Celle de Djamboul, l'une des meilleures centrales hydroélectriques de l'URSS, d'une puissance d'1,2 million de kilowatts, est tombée dans l'escarcelle de Timour Koulibaev, *via* « Samrouk Kazina » (16). Enfin, la propriété de la centrale électrique d'Ekibastouz fut transférée, sur l'ordre du président, à la société américaine AES.

G. A. — *Comment peut-on « allouer » ou « donner » une entreprise d'État, sans même la privatiser ?*

V. K. — Si tout se passe entre personnes consentantes, c'est très facile ! Parlons de la centrale d'Ekibastouz. En ma qualité de ministre de l'Énergie, j'étais présent lors d'une entrevue entre le président et le PDG de la société américaine AES, M. Davis. Ensuite, ils se sont isolés pour discuter entre quatre yeux. Après ce rendez-vous « amical », cette centrale d'une puissance de 4 millions de kilowatts fut vendue pour la somme modique de cinq millions de dollars... Je n'ai pu faire qu'une seule chose : j'ai signé un programme d'investissement de l'ordre de 750 millions de dollars. C'était la somme que AES était censée investir dans le développement de la centrale. Je croyais que ces cinq millions de dollars n'étaient qu'un acompte et que la compagnie américaine moderniserait à ses frais la centrale pour qu'elle continue de desservir efficacement l'économie kazakhstanaise. Mais les choses se sont passées autrement. Selon les dernières informations dont je dispose, les proches du président ont racheté la centrale à AES, pour deux milliards de dollars (17).

G. A. — *Pourquoi la famille aurait-elle fait un tel geste ?*

V. K. — Bonne question. Je me demande si le paiement d'une somme aussi énorme à une société américaine qui n'avait déboursé que cinq malheureux millions pour acheter la centrale n'était pas un moyen, pour Nazarbaev, de se refaire une virginité aux États-Unis après le scandale du Kazakhgate. Par surcroît, cet investissement a permis au président de blanchir deux milliards de dollars qu'il a gagnés par des moyens douteux.

G. A. — *Parlez-nous du Kazakhgate...*

V. K. — Ce scandale a éclaté en 1999, lorsque j'étais maire d'Almaty. Le président Nazarbaev a appris que son ancien premier ministre, Akejan Kajegheldine — en poste de 1994 à 1997, il avait été obligé de quitter le pays après sa démission —, était en train de monter une campagne internationale contre lui. Furieux, il a ordonné aux services de sécurité de trouver des éléments compromettants concernant Kajegheldine. Le patron du KNB (le FSB kazakhstanais) s'est adressé aux autorités judiciaires suisses pour leur demander de retrouver tous les comptes que Kajegheldine aurait détenus dans les banques de la Confédération helvétique. Or, comme Kajegheldine avait été premier ministre, la justice suisse a passé au crible les comptes kazakhstanais en général ! C'est ainsi qu'on a découvert des comptes de Nazarbaev où étaient déposés 84 millions de francs suisses (18). Bernard Bertossa, procureur général de Genève, a saisi ces comptes et ouvert une enquête judiciaire.

Dans le cadre de cette enquête, on a également découvert un compte secret suisse du banquier américain James Giffen — un expert des affaires de mon pays, surnommé « Mister Kazakhstan ». Devenu conseiller et homme de confiance de Nazarbaev, il a obtenu un passeport diplomatique kazakh tout en restant citoyen américain. En 2003, la justice américaine a accusé Giffen d'avoir remis des pots-de-vin à Nazarbaev et à d'autres hauts fonctionnaires du Kazakhstan en échange de contrats juteux signés par des sociétés américaines, dont Chevron. Toute cette histoire, qui a duré plusieurs années, a été appelée « Kazakhgate ». En 2006, le nom du président, ainsi que ceux de sa fille Dinara et de l'époux de celle-ci Timour Koulibaev, tout comme celui d'Imangali Tasmagambetov (premier ministre puis maire d'Almaty) se trouvaient encore sur les listes d'Interpol. Théoriquement, ils couraient le risque de se faire arrêter s'ils se déplaçaient à l'étranger.

Cependant, en 2007, Giffen ne fut condamné qu'à une amende symbolique par la justice américaine, parce que ses avocats avaient fait valoir qu'il était un informateur de la CIA et qu'il transmettait à l'Agence des rapports réguliers sur le Kazakhstan. Ce qui signifie ni plus ni moins que, pendant plusieurs années, le président Nazarbaev avait été conseillé par un espion américain qui le faisait agir dans les intérêts de la CIA et des États-Unis en général ! Bien sûr, cet épisode n'a pas amélioré la réputation de Nazarbaev.

Finalement, le Kazakhgate est tombé dans les oubliettes grâce aux efforts d'un puissant lobbyiste bulgare-américain,

Alexandre Mirtchev, qui a organisé des campagnes dans la presse internationale pour blanchir l'image du dictateur kazakhstanaï. Ses services avaient été payés par les trois oligarques de la Corporation eurasienne (ENRC), qui n'ont pas osé défier le « boss » : après tout, leur avenir au Kazakhstan dépend de celui de Nazarbaev. J'estime que le durcissement du régime — et, en particulier, le renforcement du contrôle sur les médias — est lié au Kazakhgate : le président ne voulait pas que la population soit au courant de cet énorme scandale.

G. A. — *Qu'est-il arrivé aux comptes de Nazarbaev gelés en Suisse ?*

V. K. — C'est une histoire qui en dit long sur les pratiques du régime. Selon Rakhat Aliev (19), un autre ex-gendre de Nazarbaev, Mirtchev a proposé un schéma qui a donné satisfaction à la justice suisse : cet argent gelé serait utilisé pour financer l'équipement en ordinateurs des écoles au Kazakhstan. Mais, là aussi, il y a eu un mécanisme frauduleux qui a permis à Nazarbaev de récupérer ses fonds via une société écran basée à Singapour. Rakhat Aliev l'explique en détail dans son livre *Parrain par alliance*.

G. A. — *Revenons aux privatisations. Comment la question de la propriété foncière a-t-elle été réglée ?*

V. K. — Quelques années après la proclamation de l'indépendance, Nazarbaev a donné l'ordre de liquider tous les kolkhozes. Cela peut sembler absurde dans la mesure où ces kolkhozes n'étaient pas la propriété de l'État mais celle de coopératives agricoles qui fonctionnaient bien. Le hic, c'est qu'ils occupaient les meilleures terres du Kazakhstan. Pour mettre la main sur ces terres, on a élaboré le schéma suivant : 1) liquider les kolkhozes ; 2) octroyer des parcelles à chaque kolkhozien ; 3) racheter ces parcelles à bas prix (car le paysan individuel ne peut survivre sans les moyens techniques que possédaient les kolkhozes) pour s'emparer des terres. En lieu et place des kolkhozes, on a créé une gigantesque Corporation agricole qui gère pratiquement toute l'agriculture au profit de la famille présidentielle.

G. A. — *Kajegheldine, Rakhat Aliev, vous-même... Pourquoi le président finit-il si souvent par se brouiller avec des gens de son entourage ?*

V. K. — Dès son arrivée à la tête du pays, Nazarbaev s'est donné pour objectif de demeurer au pouvoir à vie. Un objectif qu'il met en œuvre en s'appuyant sur des gens qui, une fois leur fonction

remplie ou parce qu'ils ont eu l'imprudence d'exprimer des critiques, même bénignes, sont éliminés de son entourage, voire éliminés tout court.

G. A. — *Vous parlez d'éliminations physiques ?*

V. K. — Oui. Je citerai les deux exemples les plus frappants et les plus troublants. En mars 2004, Zamanbek Nourkadilov, ancien maire d'Almaty et ex-ministre des Situations d'urgence, a adressé à Nazarbaev une lettre ouverte dans laquelle il dénonçait des privatisations abusives effectuées au profit de la famille du président (en particulier celles qui concernaient des terrains municipaux prisés). En novembre 2005, il a été retrouvé mort à son domicile. Il avait pris deux balles dans la poitrine et une dans la tête. La version officielle a conclu au suicide...

Second exemple. L'ancien ministre des Médias, Altynbek Sarsenbaev, qui avait organisé au profit de la fille de Nazarbaev, Dariga, la privatisation de la télévision publique (et des bâtiments qu'elle occupait), et qui avait été l'un des principaux idéologues au service du président, était devenu gênant car il en savait trop. Graduellement rétrogradé, il a fini par passer dans l'opposition et est devenu le vice-président du parti démocratique Ak Jol. À la fin de l'année 2004, il s'est mis à dénoncer la privatisation immobilière au rabais des bâtiments et des terrains de la télévision publique (Dariga avait payé 50 dollars le mètre carré au centre d'Almaty, un prix entre dix et vingt fois inférieur à ceux qui se pratiquaient à l'époque), ainsi que la fraude électorale mise en œuvre lors des élections législatives de septembre 2004. Naturellement, il a démissionné et après la scission de son parti, a créé un parti non enregistré, « Le véritable Ak Jol ». En février 2006, une unité spéciale du KNB a arrêté la voiture où se trouvait Sarsenbaev, son chauffeur et son garde du corps. Ils ont été emmenés hors de la ville et exécutés à bout portant.

Si les exécutions demeurent rares, les cas d'emprisonnement de personnes devenues indésirables et gênantes sont bien plus nombreux. Les conditions de détention et les interrogatoires sont si violents que les malheureux qui y sont soumis en ressortent généralement brisés. Le ministre de l'Économie Jassykbek Koulikeev, un homme très compétent, avait trop d'idées saines. Il a d'abord été muté à la direction des chemins de fer du Kazakhstan, puis accusé de corruption (une affaire fabriquée de toutes pièces). On l'a jeté dans un cachot du KNB et bien qu'il ait finalement été blanchi, il est sorti de prison totalement démoralisé et a perdu toute envie de se mêler de politique. Plusieurs autres ministres et

officiers haut gradés, dont des généraux, ont connu le même sort. Certains se sont suicidés en prison.

G. A. — *Parlons maintenant de la politique étrangère de Nazarbaev. Comment expliquer la popularité dont le président kazakh bénéficie auprès de nombreux leaders de la planète ? Il est estimé en Russie, où il est considéré comme un pivot de la future Union eurasiennne (20), mais aussi au sein de l'Organisation de Shanghai (21) et, dans le même temps, il n'est plus isolé en Occident, comme à l'époque du Kazakhgate (22). Cette tolérance vis-à-vis d'un régime dictatorial est-elle due uniquement aux richesses naturelles du Kazakhstan ? Ou bien les dirigeants étrangers courtisent-ils Nazarbaev parce qu'il incarne, à leurs yeux, un îlot de stabilité dans cette région hautement stratégique ?*

V. K. — Je crois que votre première explication est la raison principale. On ne peut pas obtenir accès aux richesses naturelles du Kazakhstan sans s'assurer les bonnes grâces de Nazarbaev. Rappelez-vous la façon dont de nombreux États ont accueilli le colonel Kadhafi dans la période qui a précédé la révolution libyenne. Pendant plusieurs années, à cause des richesses pétrolières libyennes, on l'a considéré comme un interlocuteur valable — on l'a même autorisé à dresser sa tente devant les bâtiments gouvernementaux des pays qu'il visitait, notamment aux États-Unis et en France.

La personnalité de Nazarbaev joue également un rôle important. C'est un politique prudent, rusé et charismatique. Chacun se souvient des accords de Bélovej signés en 1991 par les dirigeants de Russie, d'Ukraine et de Biélorussie pour entériner la fin de l'URSS. Eltsine, Kravtchouk et Chouchkevitch avaient invité Nazarbaev, qui était déjà à la tête du Kazakhstan, à se joindre à eux. Nazarbaev avait promis de venir ; mais au lieu d'aller au rendez-vous en Biélorussie, il a atterri à Moscou où il a mis Gorbatchev au courant du complot. Cet épisode en dit long sur son caractère calculateur et dénué du moindre scrupule. Bien sûr, il lui arrive de se tromper, comme dans ce cas précis : il aurait mieux fait de miser sur Eltsine et non sur Gorbatchev. Mais Nazarbaev sait remarquablement faire volte-face et trouve toujours une issue qui lui soit favorable.

G. A. — *Par exemple ?*

V. K. — Prenons la récente tragédie survenue dans la ville de Janaozen. En décembre 2011, les forces spéciales kazakhstanaïses, probablement avec l'aval de Nazarbaev, ont ouvert le feu

sur des ouvriers du secteur pétrolier et gazier en grève, tuant au moins quatorze personnes — sans compter des dizaines de blessés (23). Cette tuerie fut certainement exécutée sur l'ordre de Nazarbaev. Le monde entier fut indigné. Le Parlement européen et le Département d'État américain ont condamné très fermement ce déchaînement de violence, de même que des ONG comme Human Rights Watch. Le président a alors entrepris de rehausser son prestige en opérant une manœuvre de diversion. Lors du sommet sur le nucléaire tenu en Corée du Sud en mars 2012, il a proposé de créer au Kazakhstan une banque internationale du combustible nucléaire. Objectif affiché : éviter que des États comme l'Iran effectuent eux-mêmes l'enrichissement de l'uranium, et permettre à tous les pays du globe d'avoir accès à l'uranium enrichi à des fins civiles. Pour l'instant, cette proposition potentiellement dangereuse pour la population du Kazakhstan, à cause des risques liés au stockage d'une énorme quantité de matières fissiles, est restée un vœu pieux... mais elle a permis à Nazarbaev d'obtenir des louanges à la fois de Barack Obama et de Dmitri Medvedev !

C'est à cette occasion que la presse officielle kazakhe a relancé une idée totalement surréaliste : attribuer le prix Nobel de la paix à Nazarbaev. Sa première nomination à cette récompense prestigieuse date de 2008. Elle émanait de deux membres du Congrès américain. Elle a été réitérée par un autre membre du Congrès américain en 2011, toujours pour saluer les mérites de Nazarbaev dans le domaine du désarmement. On se demande quel montage peut bien se cacher derrière ces propositions déraisonnables... Toujours est-il que l'image du Kazakhstan sur la scène internationale est celle d'un État qui est devenu indépendant après des siècles de domination russe et dont le leader, malgré quelques violations des droits de l'homme ça et là, prône le désarmement nucléaire, la création d'une zone dénucléarisée au Proche-Orient et d'autres bonnes initiatives dans le domaine nucléaire.

G. A. — *Ces compliments ne sont-ils pas justifiés, au moins en partie ?*

V. K. — Dans le domaine du désarmement, le principal exploit attribué à Nazarbaev est la fermeture du centre d'expérimentation nucléaire et de son polygone à Semeï (anciennement Semipalatinsk), en 1991. Ce site avait eu un impact terrible sur la santé de la population du Kazakhstan. Mais la vérité, c'est que sa fermeture ne s'est pas faite à l'initiative du président, mais à la suite d'un puissant mouvement populaire « Nevada-Semeï » créé à l'initiative du grand poète kazakh Oljas Souleïmenov. Or le chef

de l'État s'en est approprié tout le mérite. En 2010, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est rendu sur l'ancien site d'essais nucléaires et a salué la « décision visionnaire, véritable déclaration d'indépendance » du président Nazarbaev.

À ce jour, Nazarbaev continue d'être régulièrement félicité pour avoir pris il y a vingt ans la décision de dénucléariser le Kazakhstan. Mais il n'avait pas eu le choix ! Après l'éclatement de l'URSS, quatre républiques ex-soviétiques possédaient des armes nucléaires : la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan. La Russie fut reconnue par l'ONU comme étant l'unique héritière légale de toutes les obligations soviétiques. Il s'ensuivait que les trois autres États ne pouvaient conserver les armes nucléaires disposées sur leur sol sans devenir des parias de la communauté internationale. Nazarbaev n'avait aucun choix. N'importe quel autre président aurait pris la même « décision » à sa place.

Pour revenir à l'appréciation de la politique étrangère de Nazarbaev, je dirais qu'il joue un jeu complexe. Lui-même affirme conduire une politique « multi-vectorielle ». En privé, il se vante d'être le mentor de Vladimir Poutine. Il est vrai qu'il entretient d'excellentes relations avec la Russie, mais aussi avec la Chine, avec les États-Unis (une fois le Kazakhgate enterré), avec le monde islamique... Bref, il est l'ami de tous ceux dont il peut tirer profit !

G. A. — *Vous décrivez un pays où la famille du président se taillerait la part du lion, où le peuple ne récupérerait que quelques miettes de la manne provenant de l'exploitation des richesses naturelles, où le pouvoir aurait recours à des assassinats politiques... Pourtant, vous avez longtemps travaillé en étroite collaboration avec ce régime. Puis-je vous demander pourquoi ?*

V.K. — Lorsque Nazarbaev a accédé à la présidence du pays, j'étais déjà actif depuis plusieurs années en tant qu'homme politique et gestionnaire de très haut niveau. Avec l'arrivée de Nazarbaev au pouvoir, j'ai continué à servir mon pays, toujours proche des gens. Tous les postes que j'ai occupés le long de ma carrière me rendaient indispensable à la population, et je tirais une profonde satisfaction des réformes et des innovations que je suis arrivé à promouvoir. Je n'ai jamais trempé dans les agissements du clan Nazarbaev. Au contraire, j'ai toujours gardé mes distances. Mais lorsque, avec le temps, Nazarbaev a adopté des méthodes toujours plus violentes pour réprimer une opposition qui commençait à prendre corps, ma femme et moi avons compris que nous ne pourrions plus rester très longtemps au Kazakhstan.

À l'époque, j'étais déjà le dépositaire d'un très grand savoir sur le « système Nazarbaev » — et, bien entendu, je le suis encore aujourd'hui. Comme j'ai refusé à plusieurs reprises de tremper dans des combines proposées par l'entourage du président, je me savais en danger. C'est ce qui m'a poussé à partir et à passer dans l'opposition ouverte au régime.

G. A. — *Quelle est la solution ? Y a-t-il un espoir que le Kazakhstan devienne une démocratie ? Une sorte de « Printemps arabe » y est-elle envisageable ?*

V. K. — Ce régime est une tumeur cancéreuse sur le corps de la nation avec de nombreuses métastases : les membres de la famille Nazarbaev. Le pouvoir actuel ne donne satisfaction qu'à un cercle étroit de l'élite gouvernante. C'est un État où toutes les conversations téléphoniques, Internet et les autres moyens de communication se trouvent sous le contrôle des services secrets. L'avenir des citoyens, y compris celui des hauts fonctionnaires, est très incertain, dans la mesure où nul ne sait ce que le président peut encore inventer. Le pays est donc soumis au culte de la personnalité de Nazarbaev. Lorsqu'il est devenu le Leader de la nation, en 2010, il a fait adopter une loi interdisant de le critiquer et de publier la moindre information négative sur lui et les membres de sa famille. Le Leader a toujours raison, et ceux qui en doutent sont rappelés à l'ordre par le KNB et la justice. Cette situation aboutira sans doute à l'apparition d'un électorat de protestation. Pour l'instant, les mouvements contestataires sont encore faibles : à peine leurs leaders ont-ils fait un geste qu'ils se retrouvent dans les geôles du KNB, où l'on sait briser toute résistance... Mais le nombre de mécontents s'accroît et atteindra bientôt une masse critique. Tôt ou tard, une explosion sociale est inévitable, comme l'exemple de Janaozen et d'autres grèves récentes (24) l'ont montré...

G. A. — *Une dernière question : quel rôle entendez-vous jouer à l'avenir ?*

V. K. — Je souhaite œuvrer pour un Kazakhstan démocratique et débarrassé de toute corruption. C'est ce que je fais depuis mon exil, et j'espère bien avoir bientôt l'occasion de rentrer dans mon pays pour y poursuivre cette tâche. J'ai conscience des difficultés que je devrai surmonter, mais je crois fermement que ma patrie finira par se débarrasser de ce régime inique et reprendre toute sa place dans le concert des nations.

(1) Le Kazakhstan possède 3,3% des ressources mondiales d'hydrocarbures. Ses réserves pétrolières sont évaluées à 4,8 milliards de tonnes minimum et ses réserves gazières à plus de 3 trillions de m³ au minimum. Pour ce qui est des métaux non ferreux, les réserves du cuivre sont évaluées à 37 millions de tonnes (5,5 % des ressources mondiales) ; celles de zinc, à 25,7 millions de tonnes (9,5 % des ressources mondiales); celles du plomb, à 11,7 millions de tonnes (10,1 % des ressources mondiales), etc. Au total, Kazakhstan dispose de gisements de 25 métaux non ferreux différents.

(2) Sarsenbaev fut assassiné le 13 février 2006, avec son chauffeur et son garde du corps. L'opposition accusa immédiatement le pouvoir et le KNB (Comité de Sécurité d'État du Kazakhstan) d'avoir perpétré ce crime. Deux semaines plus tard, le chef de l'appareil du Sénat du Kazakhstan, Erjan Outembaev, reconnu qu'il avait commandité l'assassinat et que celui-ci avait été effectué par des officiers du KNB. Le président Nazarbaev affirma publiquement qu'Outembaev (condamné à vingt ans de prison) avait commis ce crime pour « défendre son honneur ».

(3) Nourkadilov fut retrouvé à son domicile le 12 novembre 2005. Il avait été tué de trois balles : deux dans le cœur et une dans la tête. Les sources officielles ont parlé d'un « suicide ».

(4) Selon Freedom House, le Kazakhstan partageait en 2011 la 175^e position (sur 197 pays recensés) avec l'Éthiopie et la Gambie. Selon la liste établie par Reporters sans frontières pour 2010, le Kazakhstan occupait 162^e place sur 178 pays recensés.

(5) Sur les richesses du clan Nazarbaev, les sources sont abondantes aussi bien dans la presse occidentale que russe. Cf. par exemple, le site kompromat.ru : http://www.kompromat.ru/page_9625.htm qui en cite plusieurs. Voir également Sergei Guriev et Andrei Rachinsky, « The Evolution of Personal Wealth in the Former Soviet Union and Central and Eastern Europe ». www.wider.unu.edu. United Nations University – World Institute for Development Economics Research, octobre 2006.

(6) Viktor Khrapounov a été inculpé par la justice kazakhstanaise, *in absentia*, d'« abus de biens publics » et d'« organisation d'un groupe criminel » qu'il aurait constitué avec d'autres membres de sa famille. À titre de comparaison, l'ex-premier ministre du Kazakhstan, Akejan Kajegheldine, fut inculpé, en 2000, d'abus du pouvoir, d'abus de biens publics, d'extorsion et de concussion, de possession illicite d'armes et de fraude fiscale. En 2002, le Parlement européen lui délivra le « Passeport pour la liberté » que les parlementaires européens accordent aux militants d'opposition poursuivis pour des motifs politiques.

(7) Journaliste kazakhstanaise, il s'installe en 1986 à Moscou et effectue une brillante carrière aux côtés de Boris Eltsine. De 1990 à 1992, il est ministre de la Presse et de l'Information de la Russie, puis président de la Commission spéciale à la déclassification des documents secrets du Parti communiste soviétique.

(8) Il existe près d'une vingtaine de partis au Kazakhstan dont certains ne sont même pas enregistrés et n'ont donc pas d'existence légale. Actuellement, seuls trois partis sont représentés au Parlement dont le parti « Nour Otan » du président Nazarbaev qui a obtenu 80,7 % des voix aux élections législatives de janvier 2012. Selon l'OSCE, ces élections n'étaient pas démocratiques.

(9) Cf. <http://newskaz.ru/politics/20110403/1289526.html> !

(10) Selon l'association « Société des jeunes professionnels du Kazakhstan », le pourcentage des votants a été artificiellement augmenté grâce au bourrage des urnes qui aurait atteint jusqu'à 47 % dans certains bureaux de vote. Cf. http://www.kyps.kz/page/rezultaty_nablyudeniya.

(11) Ex-ministre des Relations économiques extérieures du Kazakhstan.

(12) Cf. par exemple la publication de Ken Silverstein dans *Foreign Policy*, mai-juin 2012, http://www.foreignpolicy.com/articles/2012/04/23/a_giant_among_giants?page=0,5. Cf. également la publication de Nourakhmet Kenjeev sur un site d'information de l'opposition, *Respublika*, en mai 2011, <http://www.respublika-kz.info/news/politics/15016/>

(13) Président et actionnaire majoritaire de la corporation Kazakhmys qui s'occupe d'extraction et de traitement des métaux non ferreux et précieux. Selon le magazine *Forbes*, sa fortune personnelle en 2012 est évaluée à 3,5 milliards de dollars

(14) Patokh Chodiev est un oligarque kazakhstanais qui vit en Belgique. En 2012, sa fortune est évaluée par *Forbes* à 3,7 milliards de dollars. La fortune d'Alijan Ibrahimov est évaluée en 2012 à 2,8 milliards de dollars, et celle d'Alexandre Machkevitch, qui vit en Israël, a atteint, en 2011, 3,7 milliards de dollars. Partenaires depuis 1992, ils sont parmi les cinq actionnaires principaux de Eurasian Natural Resources Corporation (ENRC), un groupe de première importance mondiale dans le domaine de l'extraction et de la transformation de matières premières basé à Londres. Les deux autres actionnaires principaux sont la société Kazakhmys et une structure du ministère des finances du Kazakhstan.

(15) Selon *Forbes*, Timour Koulibaev, président de l'association d'entreprises du secteur pétrogazier Kazenergy, et sa femme Dinara, la fille de Nazarbaev, possèdent chacun 1 258 milliards de dollars. Jusqu'à récemment, Koulibaev était le vice-président de la Fondation « Samrouk-Kazyna » qui appartient à l'État et qui gère 53 % de toute l'industrie du Kazakhstan dont KazMounaiGaz, la société des chemins de fer Kazakhstan Temir Joly, la holding nucléaire Kazatomprom, etc.

(16) Actuellement, cette centrale est pratiquement à l'arrêt.

(17) En 2008, AES qui a lourdement investi dans la modernisation de la centrale, fut forcée de la revendre à Kazakhmys, sous la pression de Koulibaev, désireux de s'en emparer (selon Wikileaks, cf. la publication de Moukhamedjan Adilov sur le site de Respublika, <http://comment-respublika.info/comment/showtopic/9250/>). Actuellement, cette centrale appartient à parts égales à « Samrouk-Kazyna » et à Kazakhmys.

(18) Cet argent conservé dans la banque genevoise Pictet&Cie représentait une partie des sommes obtenues par le président Nazarbaev et son entourage de la part des sociétés pétrolières américaines, en échange de l'octroi de différents privilèges et licences au Kazakhstan. Au total, rien qu'en Suisse, il s'agissait de centaines de millions de dollars d'« argent sale » placé sur des comptes de Nazarbaev et de ses proches. Cf. le résumé sur le site <http://flb.ru/infoprint/9583.html>

(19) Homme politique, homme d'affaires et diplomate, ancien mari de la fille aînée de Nazarbaev, Dariga (qui a épousé par la suite Timour Koulibaev). Passé dans l'opposition au président Aliev en 2007, il fut accusé d'enlèvements de plusieurs personnes et même de l'assassinat d'une journaliste kazakhstanaise au Liban. Il fut condamné par contumace à vingt ans de prison. Son livre *The Godfather-in-law*, publié, en 2009 simultanément en anglais, en allemand et en russe, raconte son histoire et donne un aperçu du système autoritaire du Kazakhstan, y compris des activités criminelles de l'entourage du président. Il repose en grande partie sur des enregistrements de conversations du président Nazarbaev et de son entourage. Rakhat Aliev avait accès à ces enregistrements en sa qualité de haut responsable de la sécurité nationale et de la sécurité personnelle du président entre 1999 et 2002. Ce livre est interdit au Kazakhstan, mais il est accessible sur Internet, en russe, cf. <http://oberhofen.narod.ru/read.html>

(20) Projet de confédération ayant un espace politique, économique, militaire, douanier et culturel unifié, sur la base d'une union entre la Russie, le Kazakhstan et la Biélorussie. Pour l'instant, ces trois pays ont créé une union douanière et un espace économique uni. D'autres accords sont prévus en 2013.

(21) Il s'agit d'une organisation internationale régionale fondée en 2001 par les leaders de la Chine, de la Russie, du Kazakhstan, du Tadjikistan, du Kirghizstan et de l'Ouzbékistan. L'organisation vise à renforcer la sécurité sur le territoire des pays membres et à combattre le terrorisme, l'extrémisme, le séparatisme et le narcotrafic. Plusieurs pays ont le statut d'observateurs : la Mongolie, l'Iran, le Pakistan, l'Inde, l'Afghanistan, alors que des pays comme Sri Lanka, la Turquie et la Biélorussie ont le statut de « partenaires au dialogue ».

(22) Par exemple, il a effectué une visite de travail en France, en septembre 2011, au cours de laquelle il a été reçu par le président Nicolas Sarkozy.

22 POLITIQUE INTERNATIONALE

(23) 37 activistes furent jugés pour l'organisation de la grève (« incitation à la haine sociale ») dont 13 furent condamnés à de la prison ferme (leurs peines s'étalant de trois à sept ans), bien qu'ils aient déclaré au procès que leurs « aveux » avaient été obtenus sous la torture. Aucun policier ne fut jugé ou même rétrogradé pour l'usage d'armes à feu.

(24) Par exemple, la grève de plus de 3 000 ouvriers du combinat métallurgique Arcelor Mittal Temirtau en juin 2012.